



HAL
open science

La Géorgie à l'heure de l'invasion de l'Ukraine : le dissensus entre pouvoir et société

Aude Merlin

► **To cite this version:**

Aude Merlin. La Géorgie à l'heure de l'invasion de l'Ukraine : le dissensus entre pouvoir et société. Les Études du CERI, 2024, Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2023, 273-274, pp.31-36. 10.25647/etudesduceri.273-274.05 . hal-04459361

HAL Id: hal-04459361

<https://hal.science/hal-04459361v1>

Submitted on 15 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

La Géorgie à l'heure de l'invasion de l'Ukraine : le dissensus entre pouvoir et société

par Aude Merlin

Le 8 novembre 2023, la recommandation positive de la Commission européenne sur l'octroi à la Géorgie du statut de candidat à l'UE (qu'elle n'avait pas obtenu en juin 2022 contrairement à l'Ukraine et à la Moldavie) est accueillie avec joie par une grande partie de la population : en effet, en septembre 2023, 86 % des Géorgiens exprimaient leur soutien à l'adhésion de leur pays à l'UE, tandis que 54 % disaient voir leur pays évoluer dans la mauvaise direction¹. En 2022, mettant sur le compte de la guerre le fait que l'Ukraine avait devancé la Géorgie sur le chemin de l'eupéanisation, le Premier ministre Irakli Garibachvili, membre du Rêve géorgien – le parti au pouvoir depuis 2012 –, promettait pour 2023 de nets progrès en vue de répondre aux douze recommandations de la Commission². Fin 2023, le constat est pourtant mitigé : si trois des recommandations ont fait l'objet d'avancées (la prise en compte des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme dans la jurisprudence, l'égalité entre hommes et femmes, la désignation d'un nouveau défenseur public), neuf n'ont pas donné satisfaction, parmi lesquelles la désoligarchisation, la garantie d'un paysage médiatique libre, la lutte contre la désinformation, la réforme judiciaire, la fin de la polarisation politique. En outre, la mise en conformité de la politique étrangère avec les orientations de l'UE, prérequis pour tout élargissement, reste en suspens : les inquiétudes exprimées par la Commission européenne en 2022 et renouvelées en 2023 reflètent donc une tendance qui semble s'accélérer depuis l'invasion massive de l'Ukraine par la Russie en février 2022. Pourquoi alors le gouvernement géorgien, peu prompt à effectuer les avancées requises, persiste-t-il à exprimer un tropisme pro-européen ? Quelles sont les dynamiques à l'œuvre tant sur le plan international qu'au niveau intérieur, et comment s'exprime le dissensus entre la société et le pouvoir ?

L'invasion de l'Ukraine, catalyseur paradoxal d'une politique étrangère géorgienne de plus en plus conciliante vis-à-vis de Moscou ?

Après le 24 février 2022, les autorités géorgiennes n'ont pas condamné clairement l'agression russe, au grand dam des Ukrainiens, alors qu'une crainte s'exprimait dans la société, celle de voir la Géorgie être « la prochaine sur la liste » en termes de pressions exercées par Moscou³. Cette crainte était amplifiée par la réactivation du traumatisme de la guerre de l'été 2008, lorsque les troupes russes étaient arrivées à 40 kilomètres de Tbilissi, suivie de la reconnaissance par Moscou de l'« indépendance » de l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, ce qui entérinait le contrôle par la Russie de 20 % du territoire internationalement reconnu de

¹ Voir notamment « IRI Georgia poll shows political threat from Russia, concerns with the presence of Russian citizens, high political polarization », IRI, 15 novembre 2023, <https://www.iri.org/news/iri-georgia-poll-shows-political-threat-from-russia/>

² Voir l'opinion de la Commission européenne du 17 juin 2022, <https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/system/files/2022-06/Georgia%20opinion%20and%20Annex.pdf>, puis les conclusions du Conseil européen du 24 juin 2022, <https://www.consilium.europa.eu/media/57442/2022-06-2324-euco-conclusions-en.pdf>

³ En mars 2022, selon l'IRI, 77 % des Géorgiens considéraient que l'agression russe de la Géorgie était toujours en cours et 19 % considéraient qu'elle pouvait reprendre. A la question du sentiment de sécurité ou d'insécurité en lien avec la Russie, 24 % se sentaient en grande insécurité, 42 % répondaient qu'ils se sentaient plus en insécurité qu'en sécurité. « Public opinion survey residents of Georgia », IRI, septembre 2022, <https://www.iri.org/resources/public-opinion-survey-residents-of-georgia-september-2022/>

la Géorgie. Les rumeurs à l'automne 2023 sur le transfert d'une partie de la flotte russe de Sébastopol à Otchamtchiré sur le littoral abkhaze ont réactualisé cette crainte⁴.

Néanmoins, au sein du parti au pouvoir, à partir du printemps 2022, la rhétorique s'est peu à peu focalisée sur le risque d'un second front en Géorgie qui pourrait être initié, selon des expressions parfois sibyllines, par « de sérieuses forces » ou « le parti de la guerre globale »⁵, mais aussi plus précisément par l'Ukraine⁶ et, à travers cette rhétorique, par l'Occident⁷ : relayant le discours de Moscou, Tbilissi est allé jusqu'à invoquer l'élargissement de l'OTAN comme cause principale de la guerre, incriminant l'Ukraine d'avoir voulu rejoindre l'Alliance atlantique⁸. Le temps est loin où l'État géorgien, alors dirigé par Mikheil Saakachvili, demandait aux côtés de Kiev une feuille de route en vue de son adhésion à l'OTAN en 2008. Pourtant, l'article 78 de la Constitution géorgienne stipule bien l'objectif de « la pleine intégration de la Géorgie dans l'Union européenne et l'Organisation du traité de l'Atlantique nord »⁹, l'intégration dans l'OTAN étant soutenue par 73 % des Géorgiens¹⁰. Le Rêve géorgien se présente régulièrement comme le « parti de la paix », ainsi qu'en témoigne, par exemple, le discours du Premier ministre lors de son bilan de l'année 2022. Tbilissi aurait, par sa posture politique, permis d'éviter une contagion des violences, ce qui de fait s'opère au prix d'une politique conciliante vis-à-vis de la Russie. En parallèle, l'entrée en vigueur en 2021 d'un accord entre renseignements géorgiens et bélarusses, le renforcement du projet de partenariat stratégique avec la Chine à l'automne 2023 et les contacts étroits des autorités géorgiennes avec la Hongrie de Victor Orban confirment une tendance nette à l'illibéralisme¹¹.

Les agissements de Tbilissi après le 24 février suscitent de vives réactions à Kiev : crise diplomatique, invectives sur l'état de santé en prison de l'ancien président Saakachvili devenu citoyen ukrainien, instauration de sanctions par l'Ukraine contre la Géorgie en lien avec l'ouverture en mai 2023 de vols directs de la compagnie Georgian Airways entre la Russie et la Géorgie. De sanctions géorgiennes contre la Russie il n'est en revanche pas question.

⁴ « Russian navy base in occupied Abkhazia ? », *Civil Georgia*, 7 octobre 2023, <https://civil.ge/archives/562289> ; « Ukraine's defense intelligence : Russia plans to relocate Black Sea fleet from Crimea to Abkhazia », *Civil Georgia*, 24 octobre 2023, <https://civil.ge/archives/565286>

⁵ « GD chair Kobakhidze talks "second front," "radical opposition," Lavrov's remarks », *Civil Georgia*, 9 janvier 2023, <https://civil.ge/archives/522057>

⁶ « PM speaks of attempts "to open second front", slams UNM », *Civil Georgia*, 11 février 2023, <https://civil.ge/archives/525195>

⁷ Régis Genté, « Géorgie, un autre front de la Russie », *Notes de l'IFRI*, décembre 2023, <https://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/russieeurasievisions/georgie-un-front-de-russie> ; « PM Garibashvili links Tbilisi protests to "destructive, anarchist" forces », *Civil Georgia*, 13 mars 2023, <https://civil.ge/archives/531107>

⁸ « PM : NATO enlargement "one of the main reasons for Ukraine war" », *Civil Georgia*, 30 mai 2023, <https://civil.ge/archives/545397>

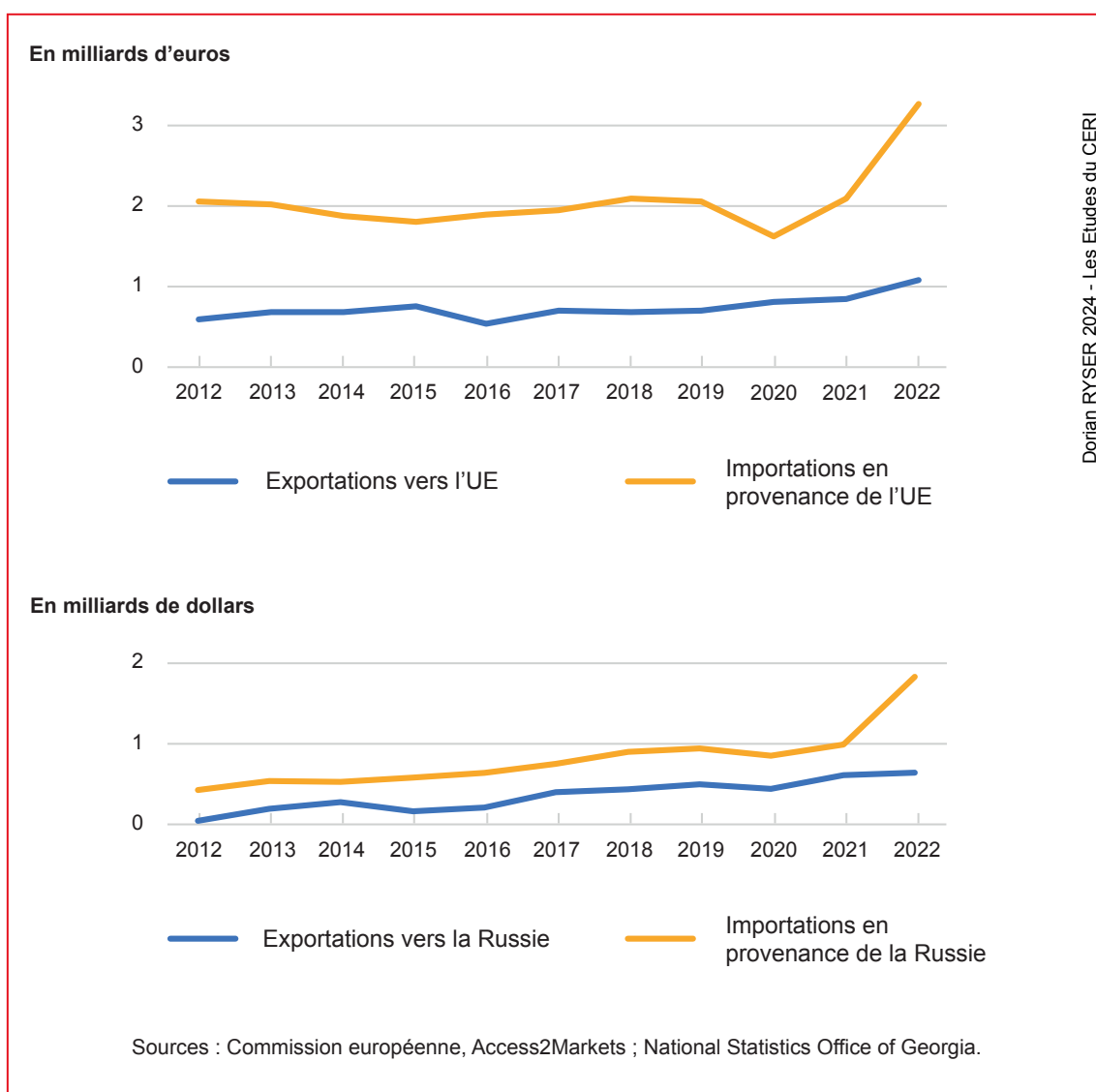
⁹ Régis Genté, « Géorgie : terrible dilemme pour l'Europe », *Schuman Papers*, n° 674, 19 juin 2023, <https://www.robert-schuman.eu/questions-d-europe/0674-georgie-terrible-dilemme-pour-l-europe>

¹⁰ Voir « Public attitudes in Georgia », Caucasus Research Resource Center, décembre 2022, <https://caucasusbarometer.org/en/nd2022ge/GENATO/>. Voir également « IRI Georgia poll shows political threat from Russia, concerns with the presence of Russian citizens, high political polarization », art. cité.

¹¹ « Georgia lurches towards illiberalism », *Civil Georgia*, 12 juillet 2021, <https://civil.ge/archives/431729> ; « Georgia and China issue joint statement on strategic partnership », *Civil Georgia*, 31 juillet 2023, <https://civil.ge/archives/553820>. Si la relative indifférence de Tbilissi vis-à-vis du nettoyage ethnique au Haut-Karabakh ne saurait s'expliquer uniquement par des affinités entre régimes, la proximité du pouvoir géorgien avec le président azerbaïdjanais Ilham Aliev renforce cette perception. Sur la fin du Haut-Karabakh comme enclave arménienne, voir Sophie Hohmann, Aude Merlin et Taline Papazian, « Haut-Karabakh, vie et mort d'une enclave arménienne », *Espirit*, janvier 2024 ; Anita Khachaturova, « Le Haut-Karabakh arménien : suite et fin », *The Conversation*, 7 décembre 2023.

Tbilissi les considère comme « inutiles », invoquant sa dépendance à l'économie russe et le coût fatal que des sanctions lui infligeraient en retour : « nous détruirions notre économie si nous exerçons des sanctions contre la Russie », évoque Irakli Garibachvili à nouveau en mai 2023¹². En outre, le pays affiche des indicateurs positifs en termes de croissance. Les échanges économiques avec la Russie ont bondi – en 2022, les exportations vers la Russie ont augmenté de 6,8 % pour un montant de 652 millions de dollars, tandis que les importations en provenance de Russie ont augmenté de 79 % pour un montant d'1,8 milliard de dollars¹³ – et plus de 10 000 entreprises ont été créées au cours de l'année, nombre d'entre elles émanant de Russes de la classe moyenne.

Figures 9, 10
Echanges économiques et commerciaux
de la Géorgie avec l'UE et la Russie, 2012-2022 (en valeur)



¹² « PM Garibashvili : we would destroy Georgia's economy if we imposed economic sanctions on Russia », *Civil Georgia*, 24 mai 2023, <https://civil.ge/archives/544091>

¹³ « TI Georgia : Georgia's economic dependence on Russia Increased in 2022 », *Civil Georgia*, 22 février 2023, <https://civil.ge/archives/526770>

Sur le plan politique, ce divorce entre société et pouvoir rappelle l'Ukraine de 2013 et, même si formellement le Rêve géorgien ne renonce pas à ses engagements pro-européens, un diplomate géorgien évoque un « moment lanoukovitch »¹⁴ : ce dernier, après avoir renoncé à ses engagements électoraux pro-européens de 2010 et 2012, suite à une rencontre avec Vladimir Poutine en novembre 2013, avait justifié sa volte-face en invoquant l'importance des liens économiques avec la Russie. Maïdan fut la réponse d'une partie importante de la société, la mobilisation redoublant de vigueur après l'adoption en janvier 2014 par la Verkhovna Rada, le parlement ukrainien, de lois liberticides tout droit inspirées de la législation russe.

La soumission en mars 2023 au parlement géorgien d'un projet de loi inspiré en tout point de la loi russe sur les « agents étrangers » rappelle ce précédent, et entraîne une mobilisation vigoureuse : face à la présence de 25 000 citoyens dans la rue, du 6 au 10 mars 2023, le texte a dû être retiré. La Géorgie n'échappe pas non plus à la géopolitisation de la question des valeurs, marqueur de l'eupéanisation¹⁵ : les agressions physiques dont font régulièrement l'objet des militants LGBT+ témoignent d'une ligne de clivage qui, si elle existe dans la société géorgienne¹⁶, est fortement politisée. En l'absence de protection des autorités publiques face aux violences de début juillet 2021, l'annulation de la Marche des fiertés prévue le 5 juillet avait déjà montré un hiatus croissant entre société et pouvoir.

Une société géorgienne engagée dans le soutien à l'Ukraine : l'expression d'un dissensus face au pouvoir

Dès le 24 février 2022, les rues de Tbilissi se couvrent de symboles de solidarité envers l'Ukraine, comme nous avons pu l'observer lors de trois courtes missions en avril et en octobre 2022, puis en novembre 2023 : grandes pancartes arborant des drapeaux bleus et jaunes aux couleurs de l'Ukraine ; manifestations de soutien ; graffitis mêlant les drapeaux géorgien et ukrainien, assortis du drapeau européen et parfois du symbole de l'OTAN ; QR codes invitant à « soutenir financièrement l'armée ukrainienne pour sauver des vies ». D'autres slogans expriment une hostilité par rapport à la Russie et son président, clairement désignés comme occupants ; certains visant les citoyens russes combattant en Ukraine, et parfois les citoyens russes présents en Géorgie. La rhétorique sur l'occupation russe de 20 % du territoire géorgien est rappelée systématiquement aux *relokanty* russes – arrivés par dizaines de milliers après le 24 février ou après la mobilisation partielle du 21 septembre 2022.

Preuve de l'engagement d'une partie de la société – outre l'aide apportée aux quelque 30 000 réfugiés ukrainiens installés en Géorgie –, celui de combattants géorgiens sur le front ukrainien. En avril 2022, on pouvait voir devant le parlement des photos des premiers soldats géorgiens morts sur le front ukrainien. Des centaines d'hommes se seraient engagés volontairement, pour la plupart au sein d'une « légion géorgienne » formée dès 2014 après l'annexion de la Crimée et l'éclatement de la guerre dans le Donbass¹⁷, tandis que l'on voyait des chefs de guerre abkhazes combattre aux côtés des séparatistes de la république autoproclamée de Donetsk soutenus par Moscou. La guerre d'Abkhazie de 1992-1993, décrite par les Géorgiens comme un conflit russo-géorgien, connaissait ainsi une forme de

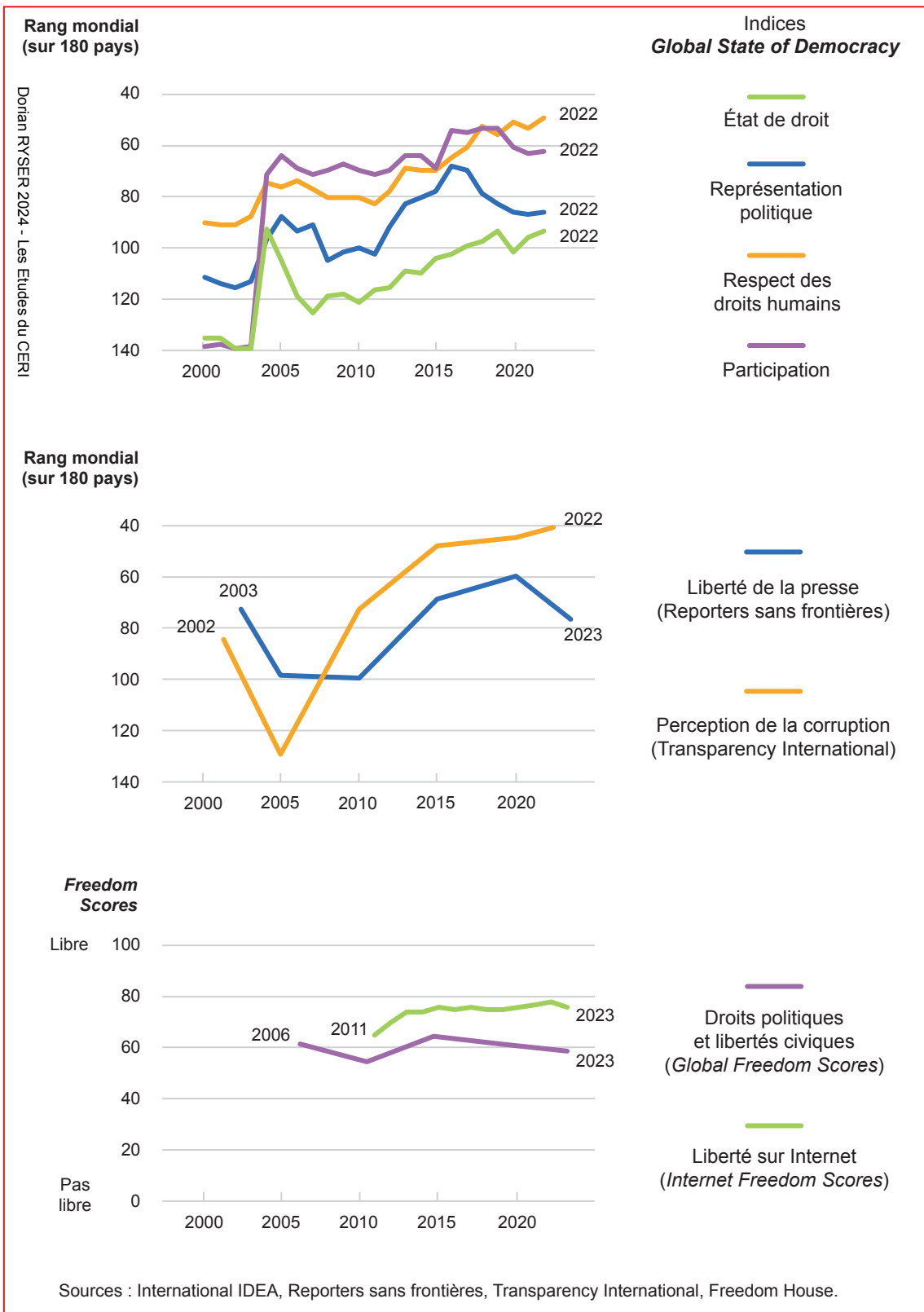
¹⁴ Cité par Régis Genté, « Géorgie : un autre front de la Russie », art. cité.

¹⁵ Laura Luciani, « Where the personal is (geo)political : performing queer visibility in Georgia in the context of EU association », *Problems of Post Communism*, Vol. 70, n° 2, 2023, pp. 197-208.

¹⁶ Silvia Serrano, *Orthodoxie et politique en Géorgie postsoviétique*, Paris, Karthala, 2018.

¹⁷ Nino Tarkhnishvili, « The Georgian fighters who went to Ukraine to finish their own war », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 7 août 2023, <https://www.rferl.org/a/georgia-war-russia-continued-ukraine/32538061.html>

Figures 11, 12, 13
Indicateurs politiques en Géorgie : Etat de droit, démocratie, droits et libertés, 2000-2022/2023



prolongement délocalisé sur le théâtre ukrainien. Le 9 avril 2022, jour anniversaire de la manifestation de 1989 pour l'indépendance de la Géorgie réprimée dans le sang par les autorités soviétiques, des dizaines de citoyens géorgiens se mettaient en scène gisant devant le parlement, en référence aux massacres de Boutcha commis par les forces armées russes et révélés quelques jours auparavant. Fin 2023, à quelques encablures des bureaux de la délégation de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe, on pouvait voir une immense fresque mettant côte à côte les cartes de l'Ukraine et de la Géorgie (avec rappel des 20 % sous occupation), assorties de la légende suivante : « Genocide committed by Russia in 1992 – Gudauta ; 1993 – Gagra and Sokhumi ; 2022 – Bucha ».

Pourquoi, si le hiatus entre la société et le pouvoir est si profond, le Rêve géorgien a-t-il été reconduit aux élections de 2020 et 2021 ? La réponse est multiple, convoquant la prépondérance de ce parti et sa maîtrise des ressources administratives¹⁸ ; la vigueur du rejet du Mouvement national uni (MNU, parti créé par Mikheil Saakachvili en 2001, représentant l'ancienne équipe), rejet plus fort encore que celui du Rêve géorgien, qui a su manier une rhétorique pro-européenne tout en gérant efficacement l'épidémie de Covid-19 ; l'opposition émiettée, prise dans une grande dissymétrie face à l'oligarque milliardaire Bidzina Ivanichvili, qui n'occupe plus de fonction officielle depuis 2021 mais n'en reste pas moins le chef d'orchestre du Rêve géorgien¹⁹. Face à un MNU discrédité par l'exercice du pouvoir, les différents partis tentant de faire (sur)vivre le débat démocratique ne recueillent que de très faibles scores, qu'il s'agisse de Géorgie européenne porté par Guiorgui Bokeria et soutenu par l'ancien maire de Tbilissi Guiorgui Ougoulava, ou du mouvement Droa (« Il est temps ») d'Elene Khochtaria. Quant au parti Lelo, ses fondateurs – deux hommes d'affaires de second rang, Mamuka Khazaradze et Badri Djaparidze –, bien qu'ayant créé leur parti en 2019 pour en finir avec la polarisation de la vie politique, semblent plus préoccupés par leurs affaires en lien avec le port d'Anaklia.

*

* *

La « lumière au bout du tunnel » ? C'est en ces termes que le politiste Korneli Kakachia nous exprimait ce que l'octroi à la Géorgie du statut de candidat à l'UE lui inspirerait s'il advenait. Dans le cas inverse, disait-il, l'absence de perspective ne pourrait qu'encourager les régressions anti-démocratiques en cours. L'obtention de ce statut au Conseil européen des 14-15 décembre 2023 sera-t-elle alors un puissant incitant au regard tant des nécessités géopolitiques du point de vue de Bruxelles que des dynamiques politiques et sociales internes ? Année d'élections en Géorgie, 2024 pourrait donner des indices.

¹⁸ L'OSCE parle d'un « *uneven playing field* » : <https://www.osce.org/odihr/elections/georgia/461776> ; <https://www.osce.org/odihr/elections/georgia/496309>

¹⁹ Rappelons que Bidzina Ivanichvili a fait sa fortune en Russie. Voir Régis Genté, « Géorgie, la fin d'une époque ? », *Politique internationale*, n° 140, été 2013.

Pour citer ce chapitre : Aude Merlin, « La Géorgie à l'heure de l'invasion de l'Ukraine : le dissensus entre pouvoir et société », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2023/Les Etudes du CERI*, n° 273-274, février 2024 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].